

et vous, que feriez-vous?

La presse à (bonne) distance

Lors d'évènements dramatiques dans ou autour des écoles, les relations avec la presse ne sont pas toujours faciles à gérer.

Témoignages d'acteurs de première ligne.

■ **Christian RENERT, directeur du centre PMS libre de Dinant:**

"Lors de l'agression de Pierre JACQUET, directeur de l'Institut Cousot, nous avons vite pris la décision, avec le sous-directeur, de court-circuiter la presse. Les journalistes avaient, en effet, envahi l'établissement très peu de temps après les faits, et se sont adressés aux enseignants et élèves parfois de manière agressive. Nous avons donc décidé d'organiser un point presse en fin de journée et, à partir de là, les journalistes ont respecté nos souhaits: ils savaient qu'ils finiraient par avoir des

informations. Les enseignants ont par ailleurs reçu la directive de ne pas accorder d'interview.

Dans un cas semblable, je ne peux que conseiller d'essayer au maximum de maîtriser la presse, de proposer aux journalistes des moments et des endroits précis pour les informer; il faut s'efforcer de ne pas répondre dans l'urgence, dans l'émotion, sans quoi on risque de répandre de fausses rumeurs!

Il faut aussi savoir qu'à partir du moment où les journalistes ont vos coordonnées, ils ne vous lâchent plus! Lors du drame de Nivelles, j'ai

par exemple été contacté pour savoir comment nous travaillions en urgence. J'ai même été appelé par RTL, pendant les vacances, pour parler des secondes sessions!

On s'est depuis posé la question d'une éventuelle formation des directeurs de centres PMS: une réflexion par rapport à la communication aux médias est souhaitable, avec peut-être même des exercices pratiques".

■ **Anne-Françoise WAUTHY et Jean COLOT, directrice intérimaire et directeur adjoint de la Communauté scolaire libre Georges Cousot:**

"La presse est arrivée à l'école très rapidement après les faits. Nous avons organisé une réunion avec la direction, les membres de PO, la ville de Dinant et le PMS, et un point presse a été fixé. Cela nous permettait de préparer un texte, de ne rien laisser au hasard. On sait bien que certains médias recherchent le sensationnel! Les journalistes peuvent être très pressants, mais aussi respectueux des règles mises en place. Lorsqu'un

Photo: François TEFNIN

tel fait divers se déroule dans l'école, les gens ont de toute façon le droit d'être informés. Il faut en tout cas éviter de laisser les journalistes entrer dans l'école, et essayer de les garder à distance des élèves. Il vaut mieux organiser les interviews à l'extérieur de l'établissement.

Quant aux débats télévisés, on les a souvent refusés. J'ai (A.-Fr. WAUTHY, ndlr) participé à une émission de la RTBF où on a surtout réfléchi au problème de la violence dans les écoles, et j'ai alors essayé de faire passer un message positif. Mais on a reçu quatre autres propositions, que l'on a chaque fois déclinées".

■ **Guy BOUDRENHIEN, directeur du centre PMS libre de Nivelles:**

"Dans le cas du quintuple infanticide de Nivelles, l'intervention des médias a constitué une véritable violence pour les enfants. Le lendemain des faits, certains d'entre eux ne savaient pas encore ce qui s'était passé et l'ont appris devant l'école, de la bouche de journalistes. L'établissement a été envahi par la presse, et cela a installé un sentiment d'inquiétude chez les enfants. J'ai moi-même mis des journalistes à la porte, leur rappelant que l'école est un lieu privé!

On a veillé, malgré tout, à ce que les cours se déroulent normalement. Le premier jour, on avait rappelé les enseignants à l'école, pour les prévenir et mettre en place un accompagnement des enfants dès le lendemain matin. On a également fait le nécessaire pour installer des policiers en civil à l'extérieur de l'établissement, afin d'écarter les journalistes. Cela s'est fait très calmement.

Cependant, même si les journalistes sont envahissants, il faut répondre à leurs demandes. Le premier jour, on a accepté des interviews, très courtes et ciblées. Un point presse a, par ailleurs, été organisé avec le bourgmestre, pour qu'ils disposent d'un minimum d'informations.

Il est, selon moi, important de mettre au point une éducation aux médias à l'intention des adultes, des parents et des élèves. On a peu le temps de le faire, mais il s'agit d'une bonne prévention. Il y a violence, et toute violence peut faire l'objet d'un apprentissage. J'ai également appris à cette occasion l'existence d'un syndic lié à

l'association de la presse, la PPFB¹. Grâce à leur intervention, nous avons notamment pu éviter un envahissement médiatique lors des cérémonies religieuses".

■ **Marc BLONDEAU, directeur de l'Institut Saint-Michel à Nivelles:**

"Dès que j'ai été prévenu du drame, je suis revenu à l'école pour prendre contact avec le centre PMS, les parents, les enseignants. Certains journalistes étaient déjà dans l'enceinte de l'établissement! Les médias ont commencé à nous contacter en soirée, mais notre position avec le PO était de ne pas leur répondre, nos priorités étant de nous occuper des enfants et des enseignants. Le lendemain, nous avons été sollicités pendant toute la journée. Malgré notre refus d'accorder des interviews, à midi la situation est devenue ingérable!

Le directeur du Collège Sainte- Gertrude, celui du centre PMS et moi-même avons alors décidé d'envoyer une communication à l'agence Belga, demandant aux journalistes de nous laisser nous occuper des enfants tranquillement, et indiquant qu'un point presse serait organisé. Ensuite, cela s'est un peu calmé, mais j'ai continué à refuser toutes les demandes d'interview. Le mardi suivant, l'école a organisé une cérémonie. Un parent d'élève journaliste nous a alors conseillé de donner la possibilité aux journalistes d'obtenir une information. Nous avons donc pris contact avec le responsable d'un syndic de la presse et un délégué de l'agence Belga, pour qu'ils fassent en sorte que les journalistes puissent assister à la cérémonie sans la déranger. Ceux-ci se sont montrés très discrets et corrects; cela s'est passé de manière très professionnelle et déontologique. J'ai ensuite accepté de répondre à quelques questions.

Dans un cas semblable, l'essentiel me semble être de fixer ses priorités et ses limites, et d'éviter de se laisser accaparer par les journalistes. Mais il ne faut pas non plus les remballer sans accorder la moindre information! L'idéal est de s'adresser à des gens sérieux, comme à l'agence Belga, et d'anticiper la demande des médias. Il faut préparer quelque chose de clair, que l'on contrôle, pour ne pas leur laisser la possibilité d'inventer".

■ **Benoît GREVISSE, responsable de l'"Unité de récit médiatique" du Département de Communication de l'UCL:**

"Tout un chacun doit d'abord être conscient de ses droits. Par exemple, il est utile de savoir que l'enceinte de l'école n'est pas accessible aux journalistes n'importe comment, et qu'ils doivent suivre des règles de déontologie, notamment respecter les personnes, et d'autant plus les personnes dites «faibles», comme les enfants.

En situation de crise, les journalistes doivent alimenter la machine médiatique. La pire des choses est donc de ne rien leur donner comme information. Mais il faut aussi bien préparer et sélectionner ce que l'on va dire et, au mieux, prendre soi-même l'initiative. Le lieu et le moment choisis sont également importants. La question de l'image est aussi à prendre en compte.

En cas d'abus, malheureusement, il n'existe pas encore d'instance de régulation des médias en Belgique francophone, mais elle devrait bientôt voir le jour. On a de toute façon toujours la possibilité de porter plainte auprès du rédacteur en chef du journaliste mis en cause, et on peut aussi avoir voix au chapitre en dénonçant les faits dans d'autres médias.

Il est bien sûr difficile de former tout le monde à la communication, mais peut-être y a-t-il moyen de former un minimum de gens, dans les écoles. Il est utile de s'interroger là-dessus avant qu'un tel événement ne survienne. N'oublions pas que les journalistes sortiront de toute façon quelque chose, qu'on leur donne de l'information ou non!". ■

Et vous, que feriez-vous?

PROPOS RECUEILLIS PAR BRIGITTE GERARD

1. Presse photographique et filmée de Belgique (PPFB) - photopress@telenet.be